

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

SEULES NOS LUTTES COMBATTRONT LE COUP D'ÉTAT PATRONAL PERMANENT !

BARNIER À MATIGNON, POUR SCELLER L'ALLIANCE DE FAIT ENTRE MACRON ET LE PEN

La nomination de Barnier comme Premier ministre en dit long sur l'alliance de fait de Macron avec le Rassemblement national. Barnier a tout pour plaire au RN. Proche de Ciotti, il a avancé les mesures les plus réactionnaires contre les travailleurs immigrés : suppression de l'AME, moratoire de trois à cinq ans sur l'immigration, fin du regroupement familial, sortie de la Cour européenne des droits de l'homme pour pouvoir mener des politiques inhumaines en toute impunité. Et farouche réactionnaire anti-ouvrier : ce candidat malheureux à la primaire de la droite pour la présidence en 2022 est partisan de la retraite à 65 ans. Le Medef a du mal à cacher sa joie depuis la nomination de ce fidèle serviteur qui a négocié pendant des années un Brexit sur mesure pour les milieux financiers.

Macron sait qu'il a besoin des voix des députés RN, ou au moins de leur abstention complice, pour éviter une censure rapide. Le profil de Barnier convient à Le Pen, qui l'a fait savoir, non sans indiquer le mettre sous surveillance. Nous aurons donc un gouvernement de droite dure qui ne pourra survivre qu'en se soumettant à chaque instant à la pression de l'extrême droite.

Cette évolution vers un duo Macron-Le Pen ne date pas d'hier. La loi Darmanin a été adoptée avec les voix de l'extrême droite – et les derniers décrets scélérats passés en catimini cet été par le prétendu gouvernement démissionnaire étaient destinés à lui plaire. Macron multiplie depuis des années les clins d'œil idéologiques, du réarmement démographique aux louanges envers Meloni. Qui pouvait imaginer qu'il changerait de cap après la brutale répression des Gilets jaunes et le passage en force de la réforme des retraites ?

LE FRONT RÉPUBLICAIN ET LE BLUFF DU JEU INSTITUTIONNEL DÉSARMENT NOS LUTTES ET RENFORCENT L'EXTRÊME DROITE

C'est pourtant cette illusion qu'ont entretenue les dirigeants du Nouveau Front populaire (NFP) en appelant au front républicain lors des dernières législatives. Macron a volontiers accepté les voix de la gauche, qui lui ont permis de limiter ses pertes de députés – et de sauver la place d'Élisabeth Borne... Qui pouvait imaginer que cela engagerait Macron en quoi que ce soit pour la suite ? À moins que les leçons des scrutins de 2017 et de 2022 aient été effacées ?

À gauche, on nous a juré « Plus jamais le PS », mais le NFP a remis en selle Hollande et ses amis. On nous a juré qu'on ne nous appellerait plus à jouer les « castors », mais le NFP a appelé à voter Darmanin.

La dissolution provoquée par Macron a ouvert et révélé une crise politique. Les partis de la gauche institutionnelle ont contribué à maintenir cette crise dans l'enceinte du Parlement, terrain où la colère est sonore mais inoffensive. Pour faire oublier cette politique de sauvetage d'un Macron qui court dans les bras de Le Pen, ils dénoncent aujourd'hui comme un « coup de force » le fait qu'une assemblée aux deux tiers à droite ne donne pas son aval à un Premier ministre de gauche ! Quel bluff !

Tout ça pour quoi ? Pour promouvoir Lucie Castets, indiquant qu'elle était prête à s'asseoir sur le programme déjà limité du NFP au nom du compromis nécessaire avec d'autres partis de l'Assemblée ? Allant jusqu'à expliquer en pleine vague inflationniste que le Smic à 1600 euros n'était pas un engagement mais un « horizon », alors même qu'elle était sûre que Macron ne la nommerait pas ? Mais l'horizon ne se met pas dans l'assiette ! En quoi le camp des travailleurs et de la jeunesse sortirait-il renforcé par de tels bluffs institutionnels ? Il n'y a que l'extrême droite qui profite de ce cirque.

SORTIR DE L'IMPASSE ÉLECTORALE ET INSTITUTIONNELLE : METTRE NOS ÉNERGIES AU SERVICE D'UN PROGRAMME POUR LES LUTTES QUI VIENNENT

La situation est critique mais les points d'appui existent. Pas à l'Assemblée, pas à Matignon, pas à l'Élysée... mais dans les luttes, la conscience et l'organisation des travailleurs. Il n'y aura pas de raccourci. Nous étions des millions à manifester et à faire grève contre la réforme des retraites. Des milliers de jeunes se sont soulevés contre les violences policières. Des milliers manifestent sans relâche leur solidarité avec le peuple palestinien depuis bientôt un an. Des millions ont montré lors du deuxième tour des législatives qu'ils refusaient de donner le pouvoir à l'extrême droite et son racisme déchaîné.

Cette énergie militante et populaire pourrait renverser la vapeur. À condition qu'elle ne soit pas dévoyée dans les impasses dans lesquelles les partis de gauche institutionnelle tentent de les envoyer. Non, ce n'est pas une procédure parlementaire de destitution qui dégagera Macron. Non, ce n'est pas l'illusion que Macron pourrait nommer un Premier ministre de gauche – doublée de l'illusion que celui-ci prendrait réellement des mesures de gauche – qui permettra d'obtenir les nécessaires augmentations de salaire ou de revenir à la retraite à 60 ans à taux plein.

CES OBJECTIFS NE POURRONT ÊTRE ATTEINTS QUE PAR NOS MOBILISATIONS

Il n'y a pas de fatalité, à condition de faire un choix clair : pour enrayer la poussée autoritaire, raciste et sexiste, il faut sortir du terrain institutionnel où les dés sont pipés. Il nous faut un plan de bataille pour mettre « le pays à l'arrêt ». Il faut s'attaquer à la racine du problème qui désagrège la société : l'offensive patronale qui creuse les inégalités en baissant les salaires, en augmentant la durée et l'intensité du travail, en détruisant les services publics utiles à la population. Seules nos luttes, celles des travailleurs, des travailleuses et de la jeunesse, peuvent y mettre un coup d'arrêt et inverser le rapport de force. Des luttes contre le patronat, l'extrême droite et leur gouvernement, par l'arme des grèves et de leur généralisation. Des luttes pour les droits des peuples palestinien et kanak, contre la militarisation et la marche à la guerre, contre le racisme et les violences policières, pour l'émancipation des femmes et l'égalité. Des luttes qui iraient jusqu'au bout, sans s'enfermer dans le prétendu dialogue social ou se limiter au calendrier parlementaire. C'est à cela qu'il faut s'atteler et mettre ses forces, tous ensemble, dès maintenant, contre un gouvernement de combat Barnier-Macron-Le Pen au service d'un patronat à l'offensive.

Vendredi 6 septembre 2024